



# ENVIRONNEMENT

BIODIVERSITE

PATRIMOINE NATUREL

DECHETS

EAU

RISQUES

CHANGEMENT CLIMATIQUE...



## PROPOSITION FAITE PAR

### Association des Brigades de Développement Naaba Lolga (ABDNL)

Proposé par le Conseil National pour l'Environnement  
et le Développement Durable du Burkina Faso

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

**1 Vous appartenez à :**

- une association

**2 Combien de membres, adhérents,  
salariés ou habitants représentez-vous?**

2 000 membres

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

**1 Thème d'intervention :**

Lutte contre la pauvreté et la désertification

**2 S'agit-il d'un projet ou d'une action  
déjà initiée?**

Il s'agit d'un nouveau projet

**3 Quel est votre projet ou action en cours ?**

Développement de Kougsabla et des villages  
environnants

**4 Menez-vous cette action, seul ?  
Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?**

Cette action est menée avec le Programme  
Alimentaire Mondial (PAM), le Projet  
d'Aménagement des Terroirs et Conservation

des Ressources dans le plateau central  
(PATECORE), l'Association des Volontaires  
pour le Développement (AVD) et des groupe-  
ments villageois membres de l'association.

#### TRAVAIL EN RESEAU :

**1 Avez-vous déjà des correspondants dans  
l'espace francophone ?**

**Si oui, combien et qui sont-ils ?**

Non

**2 Que seriez-vous prêt à faire pour appro-  
fondir ou développer votre projet ou vos  
actions dans l'espace francophone ?**

Consolider des partenariats avec des ONG  
francophones.

**3 Quels sont les contacts que vous recher-  
chiez alors dans l'espace francophone ?**

Nous recherchons des partenariats techniques  
et financiers ainsi qu'une ONG européenne  
comme partenaire dans le cadre de nos  
projets avec l'Union européenne.



## PROPOSITION FAITE PAR

### Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME Direction internationale)

Acteur associé au CNDD

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- un établissement public de l'Etat

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

900 salariés

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Maîtrise de l'énergie et électrification rurale  
dans les pays du Sud

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Poursuite d'un programme engagé depuis la  
création de l'ADEME

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Les principales actions visent à réduire les  
émissions de gaz à effet de serre, à mobiliser  
les énergies renouvelables, à favoriser en  
particulier l'accès à l'énergie en milieu rural et  
périurbain et à contribuer au développement  
durable.

##### 4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Ces actions sont menées avec des  
institutions multilatérales, des administrations  
centrales ou régionales, des entreprises et  
bureaux d'études et des organisations non  
gouvernementales.

#### TRAVAIL EN RESEAU :

##### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Nos correspondants sont des représentants des  
institutions multilatérales : Union européenne,  
Programme des Nations unies pour le  
Développement (PNUD)..., des administrations  
centrales ou régionales (en charge de l'énergie,  
de l'environnement), des agences de l'énergie ou  
de l'électrification rurale, des entreprises et bureaux  
d'études et des organisations non gouverne-  
mentales - Environnement et Développement du  
tiers monde (ENDA), Fondation Energies pour le  
Monde (FONDEM), Fondation Nicolas Hulot,  
Afrique Initiative, Groupe Energies Renouvelables et  
Environnement (GERES)

##### 2 Que seriez-vous prêt à faire pour appro- fondir ou développer votre projet ou actions dans l'espace francophone ?

Nous souhaitons renforcer les actions de  
l'ADEME en élargissant les partenariats et en  
nous appuyant sur des programmes multi-  
latéraux, notamment ceux de l'Union  
européenne, par exemple dans le cadre de  
l'initiative sur l'énergie pour l'éradication de la  
pauvreté et pour le développement durable.

##### 3 Quels sont les contacts que vous recher- chiez alors dans l'espace francophone ?

Nous recherchons tous les acteurs autres que  
ceux avec lesquels nous sommes déjà en relation  
qui pourraient nous aider dans le domaine de  
l'énergie : organisations multilatérales et banques  
de développement, organes de coopération,  
partenaires locaux (administrations, collectivités  
locales, entreprises et organisations non  
gouvernementales).



## PROPOSITION FAITE PAR

### Association Prévention 2000

Acteur associé au CNDD

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

28 adhérents en France et dans plusieurs autres pays

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Prévention des catastrophes naturelles

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Action déjà initiée pour le volet concernant le risque sismique.

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

- Le Réseau des « Ambassadeurs » rassemble des établissements scolaires ou des classes francophones autour d'actions de prise en compte du risque sismique, développées au minimum sur une année scolaire et médiatisée sur Internet et localement.
- **du 11 au 15 octobre 2004, 10 délégations** francophones, composées chacune de **deux élèves d'environ 15 ans et d'un enseignant**, se rendront à **Gumri en Arménie**, sur les lieux même du terrible séisme de 1988.

Ces délégations échangeront et travailleront sur le risque sismique. A leur retour, ils deviendront « Ambassadeurs » de la prévention des séismes au sein de leur communauté et auprès des écoles francophones situées en zone sismique.

##### 4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Association Aster, Assistance Pédagogique Internationale, Ecole bilingue française n°10 de Gumri (Arménie) et des classes francophones situées en zone sismique dans le monde.

#### TRAVAIL EN RESEAU :

##### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Les écoles de nombreux pays qui participent aux rencontres de Gumri : Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Liban, Roumanie, Bulgarie, Suisse, France (métropole et Antilles), Canada, Vanuatu...

##### 2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Nous souhaitons développer le Réseau sur la thématique sismique et sur la tranche d'âge d'environ 15 ans, puis sur d'autres tranches d'âge.

Nous souhaitons impulser d'autres thématiques ; d'abord celle des inondations (intéressant pratiquement l'ensemble de la planète), de la désertification (intéressant notamment les pays sahéliens), des tempêtes et cyclones, des volcans...



### ③ **Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?**

- Des réseaux de l'éducation scolaire francophone, l'éducation à l'environnement vers un développement durable, afin de faire connaître notre projet et de faciliter l'adhésion de nouveaux partenaires (écoles et organismes).
- des partenaires prestigieux qui associent leur image au projet
- des financeurs potentiels pour développer sur le long terme avec eux et autour du projet une réflexion et des choix stratégiques de financement-levier permettant de dynamiser la prise en compte des risques naturels par les enfants francophones et les populations concernées

### ▶ **COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :**

La prise en compte des risques naturels n'apparaît pas suffisamment dans les objectifs de développement durable.

Notre réseau est prêt à s'associer à toute réflexion, toute action, toute stratégie au niveau de la France et des Dom-Tom, de la Francophonie, des instances des Nations unies pour qu'à tous les niveaux décisionnels et organisationnels, mais également individuels, les risques naturels soient abordés autrement que sous l'angle de l'ingénierie, du manque de moyens ou de la catastrophe.



## PROPOSITION FAITE PAR

### Association des volontaires pour le développement (AVD)

Proposé par le Conseil National pour l'Environnement  
et le Développement Durable du Burkina Faso

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une ONG

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

Plus de 50 000 membres

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Lutte contre la pauvreté et contre la désertification - Education - Santé

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Il s'agit d'un nouveau projet.

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Gestion durable du lac Bam, situé dans le centre-nord du Burkina Faso, dans une perspective de lutte contre la pauvreté (initiatives dans le domaine de l'eau, de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de l'éducation et de la formation, notamment aux nouvelles techniques d'information et de communication (NTIC) en prenant en compte tout particulièrement le problème des femmes, des enfants et des jeunes ainsi que la lutte contre le SIDA).

##### 4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Nous menons cette action avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Projet d'aménagement des terroirs et conservation des ressources dans le plateau central (PATECORE) et les groupements villageois concernés d'une part et d'autre part avec le Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS) ; le Bureau de liaison des ONG et d'autres associations et ONG.

#### TRAVAIL EN RESEAU :

##### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Il s'agit des ONG engagées dans la mise en œuvre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CCD).

##### 2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Consolider des partenariats avec des ONG francophones.

##### 3 Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

- Nous recherchons des partenaires techniques et financiers.
- Nous recherchons, par ailleurs, comme partenaire une ONG européenne dans le cadre de nos projets avec l'Union européenne.



## PROPOSITION FAITE PAR

### Centre d'Assistance, de Formation, d'Emploi et des Stages (CAFES)

Proposé par le Conseil National pour l'Environnement  
et le Développement Durable du Burkina Faso

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une ONG

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

Plus de 5 000 personnes concernées dont  
350 membres et 298 adhérents

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Lutte contre la pauvreté - Développement  
rural - Environnement

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Il s'agit d'une action en cours, déjà réalisée à  
40% environ.

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Différentes initiatives sont développées dans  
le domaine de l'irrigation et des cultures de  
vergers, de plantes médicinales, de jardins  
botaniques, de pépinières et de maraîchage.

##### 4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Nous menons cette action avec la Mission de  
coopération luxembourgeoise, basée à Dakar,

avec l'Ambassade des Etats-Unis au Burkina  
Faso, avec l'Initiative pour l'Environnement  
Mondial et le Fonds Français pour  
l'Environnement Mondial (IREM/LCD-FFEM),  
le Comité permanent Inter-Etats de Lutte  
contre la Sécheresse au Sahel (CILSS/Burkina  
Faso), la Direction provinciale de l'Environnement  
et du Cadre de Vie du Burkina Faso, le  
Programme des Nations unies pour le  
Développement (PNUD), le Fonds pour  
l'Environnement Mondial (FEM), une ONG  
canadienne, le programme des Nations unies  
pour la Région soudano-sahélienne  
(UNSO/gouvernement hollandais).

#### TRAVAIL EN RESEAU :

##### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Nos six correspondants sont :

- Le registre international des citoyens du  
monde à Paris en France
- Le Fonds mondial de solidarité contre la  
faim en France
- La Mission de coopération luxembourgeoise  
à Dakar, au Sénégal
- Le Centre d'Etude et de Formation  
Pluridisciplinaire (CEFOP) à Mons en  
Belgique
- Le Fonds de développement (Palais des  
Nations) à Genève en Suisse
- La SUSO-ONG canadienne
- L'association « La Voûte Nubienne » en France



## ② *Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?*

Mettre en place une structure panafricaine des associations et des ONG de développement pour l'Afrique ;

- Organiser la réception et la distribution d'effets de seconde main pour les plus pauvres ;
- Recevoir des partenaires et réaliser des projets communs sur co-financement (Environnement/Education/Agriculture, Elevage/Humanitaire)
- Participer à la duplication de notre projet dans les pays de l'espace francophone ;
- Etudier les expériences similaires existant dans l'espace francophone pour bénéficier de leurs acquis.

## ③ *Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?*

Nous recherchons des partenaires techniques et financiers, des parrains pour l'encadrement des jeunes et enfants défavorisés, des personnes physiques et morales pour financer des projets complémentaires et des campagnes de communication, des sites et entreprises disposant d'un volet social et environnemental ainsi que des partenaires offrant des possibilités de stages ou de formation en environnement avec prise en charge des stagiaires.

### ▶ **COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :**

Nous souhaitons insister sur la nécessité de la mise en place d'une structure Panafricaine dans l'espace francophone.



## PROPOSITION FAITE PAR

### Centre de Compétence du Bassin des Carpates (CCBC)

Hongrie

Action initiée par l'université Claude Bernard de Lyon

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une ONG qui comprend notamment des collectivités territoriales en Hongrie et en Roumanie

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

5 membres, mais cette action touche une région hydrographique de plus d'un million d'habitants

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Agenda 21 régional du Parc naturel hydrographique de la région des rivières Körös (Körösök Völgye Naturpark) en Hongrie et du bassin du Crisul en Roumanie qui appartient au même réseau hydrographique.

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Cette action a été initiée par l'Université Claude Bernard de Lyon, dans le cadre de l'Université Internationale du Développement Durable (UIDD) en 2002.

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

1. « Agenda 21 du Parc naturel régional de la région de Körös » (méthodologie d'élaboration d'un Agenda 21 régional à l'échelle d'un bassin hydrographique transfrontalier, sur la base de la directive 2000/60/CE);
2. Réalisation du projet d'éducation et de prise de conscience sous le titre « A Körösök lágy ölen » (« Dans les bras tendres des Körösök ») tel que prévu dans les statuts de l'association ;
3. Mise au point de modules d'éducation au développement durable à tous les niveaux de formation scolaire (du jardin d'enfants

aux universités) ; contrôle et labellisation de ces modules. Présentation des résultats à l'échelle internationale.

4. Mise au point de modules de formation continue et mise en pratique, notamment dans le réseau de l'Université Internationale du Développement Durable (UIDD) ; formation des formateurs au développement durable dans le cadre du réseau labellisé de l'UIDD.

##### 4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Université Internationale du Développement Durable (UIDD)

Université Claude Bernard de Lyon (UCBL)

Conseil Mondial des Professeurs Hongrois d'Universités (MPV)

Parc naturel hydrographique de la région des Körös en Hongrie (« Körösök Völgye Naturpark »)

Association des Communes Riveraines du bassin du Crisul en Roumanie

#### TRAVAIL EN RESEAU :

##### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Université Internationale du Développement Durable (UIDD)

Université Claude Bernard de Lyon (UCBL)

Université d'Anvers

Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL)

Université de Genève

##### 2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Dans le cadre de la Francophonie et de la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable 2005-2014 de l'UNESCO :



- Mettre en réseau l'ensemble des acteurs locaux du développement durable pour un partage d'expériences en créant des centres de compétences servant de structures d'appui dans le domaine de la recherche, de l'expérimentation et de la formation aux pratiques locales de développement durable.
- Créer une base de connaissances à partir de toutes les sources d'informations sur les pratiques de développement durable.
- Initier des recherches et des expérimentations avec des acteurs locaux (citoyens, entreprises, collectivités) pour trouver des solutions appropriées à chaque contexte (géographique, économique, social, culturel...).
- Créer des centres de compétences labellisés répartis sur l'ensemble de la région devant « drainer » des zones géographiques relativement homogènes pour servir de centre de regroupement lors des phases de stages de formation, mais aussi pour animer une réflexion et générer des projets expérimentaux représentatifs d'une région socio-économique cohérente.
- Mettre en place des formations ainsi que des plates-formes logistiques basées sur le centre de compétence régional.
- À partir du résultat des recherches et expérimentations, produire des modules de formation.
- Rendre disponibles de manière aisée et compréhensible pour tous (entreprises, collectivités, associations, ONG...) les connaissances et compétences nécessaires à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de développement durable.
- Faciliter les échanges d'informations disponibles sur l'expérience acquise, les meilleures pratiques et sur le savoir-faire.
- Optimiser les ressources naturelles et culturelles.
- Former les spécialistes régionaux nécessaires pour la mise en place du développement durable dans la gestion du district hydrographique du Crisul (région de Körös).
- Sensibiliser l'ensemble de la société aux problèmes et défis du développement durable et les actions immédiatement nécessaires pour la défense et l'amélioration de l'environnement. Augmenter la responsabilité des individus vis-à-vis de leurs prochains et de l'environnement.

### ③ Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

Au-delà de nos contacts universitaires, nous cherchons à approfondir nos relations avec des autorités nationales, régionales et communales partageant nos préoccupations et désirant profiter de nos expériences.

#### ▶ COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Présentation détaillée du projet :

1. Du point de vue scientifique, il est important, que le savoir accumulé et les recherches en cours sur le développement durable, soient diffusés le plus largement possible dans le grand public par l'association « Körösök Völgye Naturpark », que ce soit dans le domaine de l'environnement ou du tourisme durable. La collaboration des scientifiques peut en outre aider dans la formation et l'élargissement des connaissances des cadres techniques du terrain. Le but consiste à réaliser une série de modules de formation orientés vers la pratique du développement durable et permettant la formation et la post-formation des pédagogues, formateurs et animateurs dans l'éducation et la formation d'une conscience respectueuse de l'environnement et du développement durable.
2. Du point de vue professionnel, organisation de rencontres entre scientifiques et spécialistes du terrain, pour discuter la mise en pratique des dernières théories, de leur mise en œuvre sur le terrain et du retour d'expérience. Le but consiste à développer des outils de mise en œuvre facile selon des méthodes pratiques, la création de séries de publications permettant la diffusion pour un large public des connaissances et des informations directement utiles pour les sociétés locales. Ces publications devront contribuer, à travers les médias, à la formation de la conscience des jeunes et à la diffusion des « bonnes pratiques » environnementales et de développement durable.
3. Du point de vue de l'information, organisation de rencontres, de forums professionnels et grand public, de conférences, d'animations et de diverses activités ludiques et sportives. Le but est d'éveiller l'intérêt des publics cibles et d'activer les volontés pour la mise en place et la réalisation d'objectifs scientifiques et techniques visant à la protection de l'environnement et au développement durable.



## PROPOSITION FAITE PAR

### ENDA / FRANCE TELECOM / SONATEL / AUXILIA / SHIELDS

Acteurs associés au CNDD

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une ONG internationale : ENDA
- une association loi 1901 : AUXILIA
- Entreprises : SONATEL / FRANCE TELECOM / SHIELDS

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

- ENDA : 50 000 habitants des pays du Sud, 500 salariés
- FRANCE TELECOM : 185 000 salariés
- SONATEL : 1500 salariés
- SHIELDS : 200 salariés
- AUXILIA : 20 adhérents (associations, ONG, entreprises, instituts, ...) ; 7 salariés

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

- Récupération des déchets nocifs
- Réduction de la fracture numérique
- Création de revenus

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Il s'agit d'un projet

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Le projet vise à encourager le recyclage des téléphones mobiles au Sénégal en vue de leur reconditionnement ou de leur utilisation dans des filières artistiques ou utilitaires.

Le projet a :

- **un intérêt environnemental** : recyclage des batteries et écrans qui ont un caractère nocif et valorisation des éléments non nocifs (coques, puces, ...)
  - **un intérêt de lutte contre la pauvreté** : appui à des artisans récupérateurs qui utilisent les téléphones en fin de vie pour produire des objets d'artisanat, destinés notamment à la filière touristique
  - **un intérêt artistique** : création de modèles artistiques uniques, éventuellement duplicables, à partir de téléphones portables recyclés grâce à l'appui d'un artiste renommé spécialisé dans l'art de la récupération, M. Riou. Ces modèles serviront notamment de support pour une campagne de sensibilisation.
  - **une valeur d'exemple** de la part d'une entreprise, France Telecom, qui est soucieuse du devenir des produits qu'elle met en marché
- Le lancement du projet Mobile Back Solidarité est prévu à l'automne 2004.

##### 4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

L'action est menée conjointement par les partenaires suivants :

##### • FRANCE TELECOM et sa filiale au Sénégal SONATEL

France Telecom intervient au plan national et les directions régionales de l'opérateur participent au déploiement du projet en régions. Sonatel intervient à travers sa fondation axée sur les problématiques sociales et environnementales.

- **AUXILIA** : association française spécialisée dans l'accompagnement des collectivités locales et des entreprises en matière de développement durable



- **SHIELDS** : société britannique, partenaire de France Telecom, spécialisée dans le recyclage et le reconditionnement de téléphones mobiles

### ▷ TRAVAIL EN RESEAU :

#### ① **Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?**

Le réseau ENDA est présent dans de nombreux pays de l'espace francophone, de même que France Telecom (qui dispose de nombreuses filiales en francophonie) et SHIELDS qui est présent en Grande Bretagne, en Roumanie et en France. ENDA est membre du Comité des ONG internationales de la francophonie ainsi que de nombreux réseaux actifs en francophonie (réseaux des enfants et jeunes travailleurs, énergie, femmes, etc.).

#### ② **Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?**

- Le projet a une valeur pilote d'exemplarité et est appelé à être reproduit dans d'autres contextes géographiques.
- Les réseaux francophones pourront jouer un effet de levier pour développer le projet.

#### ③ **Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?**

- acteurs impliqués dans la réduction de la fracture numérique
- acteurs impliqués dans le recyclage, et/ou la vente d'objets d'artisanat

### ▷ COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Le projet « Mobile Back Solidarité » est un projet multi-acteurs qui concerne les trois principales dimensions du développement durable (environnement, social et économique) sur un axe de solidarité Nord-Sud. Il s'agit également d'un bon exemple de partenariat entre entreprises et monde associatif.



## PROPOSITION FAITE PAR

### Fédération des Parcs naturels régionaux (FPNR)

Acteur associé au CNDD

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

- Les 43 Parcs représentent 3 millions d'habitants.
- 179 membres de la FPNR répartis en 3 collèges :
  - 43 Parcs ce qui représente 129 membres plus 2 Présidents d'honneur
  - 10 Régions ce qui représente 26 membres
  - Etablissements publics ce qui représente 22 membres
- 25 salariés à la Fédération des Parcs

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Contribuer au développement durable de territoires étrangers aux patrimoines naturels et culturels remarquables, et à la prise en compte au niveau national de ces nouvelles approches.

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Dans l'espace francophone, plusieurs projets ont déjà été initiés, par la Fédération elle-même ou par les Parcs. Nous souhaitons ici présenter deux expériences en particulier qui impliquent la Fédération directement, sachant que nos partenaires francophones sont nombreux (voir ci-après - travail en réseau).

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

###### • BENIN (Afrique de l'Ouest) :

« Appui à la gestion durable des zones humides au sud Bénin »

Projet démarré en 2002, financé par le ministère français des Affaires étrangères, et qui mobilise l'expertise de la Fédération à laisser des Parcs pour appuyer la mise en place d'une structure intercommunale (de Ouidah à Grandpopo) devant permettre d'assurer la gestion durable (conservation, valorisation économique, écotourisme, etc.) de la lagune côtière qui comporte un patrimoine culturel et des sites naturels remarquables (RAMSAR).

###### • MAROC (Afrique du Nord) :

« Réflexion sur le rôle des espaces protégés dans l'aménagement et le développement durable des territoires régionaux »

La coopération décentralisée ne cesse de se développer depuis les années 90. De plus en plus de Régions françaises ont fait appel au savoir-faire des Parcs pour contribuer à leurs projets de coopération dans le développement durable. Ainsi, près de 5 Parcs ont été impliqués dans des partenariats avec le Maroc, dont deux sont assez avancés.

La nécessité de partager les expériences et de les valoriser au niveau national est apparue. Dans cet objectif, la Fédération des Parcs appuie l'organisation d'un séminaire marocain.

Les expériences des Parcs sont autant de projets qui lient entre eux des territoires ruraux et permettent de véritables échanges techniques.



**4 Menez-vous cette action, seul ?  
Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?**

- **Bénin** : le projet est porté par l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) et par le ministère de l'Environnement béninois.

Au niveau français, la Fédération des Parcs mobilise de l'expertise issue des Parcs mais aussi de ses partenaires privés. L'UNESCO, en cours de classement du site de Ouidah (route de l'esclave) est un partenaire potentiel du projet.

- **Maroc** : le projet est porté par la direction de l'Aménagement du Territoire, le Commissariat des Eaux et Forêts et leurs services déconcentrés, les régions Tanger-Tétouan, l'équipe locale du futur Parc Naturel Régional de Bouhachem.

Au niveau français : les Régions impliquées (en particulier Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur), les Parcs, le ministère des Affaires étrangères.

▷ **TRAVAIL EN RESEAU :**

**1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?  
Si oui, combien et qui sont-ils ?**

- Au niveau des réseaux, nous sommes membre de l'UICN et le Comité français de l'UICN a désigné un responsable francophone
- Quelques contacts avec le Bureau Régional de l'UICN en Afrique de l'Ouest (BRAO)
- Sinon, par les partenariats et projets de coopération des Parcs, nous avons des partenaires dans les pays francophones suivants : Belgique, Suisse en Europe
- Afrique : Bénin (FPNR), Maroc (5 PNR, FPNR), Madagascar (1 PNR, FPNR), Mali (FPNR), Côte d'Ivoire (1 PNR), Vietnam (3 PNR) et quelques contacts avec le Liban et le Québec.

**2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?**

La dynamique de réseau francophone n'est pas assez développée.

La présence, et surtout la stratégie francophone en matière de développement durable est très peu exprimée dans les différents réseaux internationaux. ce qui se ressent en particulier dans les conférences et conventions internationales (Durban, Kuala Lumpur), et ce contrairement aux anglophones et hispanophones qui expriment largement leurs savoir-faire et capitalisent leurs acquis.

Pourtant, derrière la langue française se trouve une communauté de culture et d'approche (juridique, institutionnelle, technique), qui, en matière de développement durable, et en particulier autour des espaces protégés, reste très peu exprimée et pourtant apporterait des éclairages différents.

Nous devons donc nous efforcer de mieux coordonner, connaître et valoriser nos expériences francophones (des ONG aux Etats, en passant par celles de la Recherche) afin de mieux la diffuser dans les réseaux internationaux qui existent, en particulier l'UICN pour les espaces protégés qui s'ouvrent de plus en plus aux questions de développement durable.

En complément, nos approches doivent également s'efforcer de mieux intégrer les pratiques nouvelles en matière de développement durable. Des structures (Etats, organismes publics, etc.) doivent jouer un rôle de veille pour nous permettre cela.

**3 Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?**

cf. ci-dessus : coordination, veille



## PROPOSITION FAITE PAR

### Fondation Naturama

Proposé par le Conseil National pour l'Environnement  
et le Développement Durable du Burkina Faso

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- un collectif d'associations

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

Réseau de 90 associations et clubs dont plus  
d'une dizaine au Burkina Faso

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Environnement et éducation

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Il s'agit d'une action déjà initiée qui a fait  
l'objet d'une étude préalable de faisabilité  
en 1999 puis d'une étude de faisabilité  
(recherche-action) en 2001-2003.

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Les projets s'inscrivent dans un programme  
d'éducation à l'environnement destiné aux  
jeunes ainsi que d'exploitation durable des  
ressources pour les adultes.

##### 4 Menez-vous cette action, seul ?

**Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?**

Nous menons cette action avec « Matériel  
Didactique en Environnement » (MADIE)  
au Québec, le Bureau des Nations unies  
pour la Région Soudano-Sahélienne (UNSO)  
et l'Agence Canadienne de Développement  
Internationale (ACDI).

#### TRAVAIL EN RESEAU :

##### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

**Si oui, combien et qui sont-ils ?**

Nous avons une vingtaine de correspondants  
parmi lesquels : la Ligue pour la Protection des  
Oiseaux (LPO) en France ; « Nos Oiseaux »  
en Suisse ; « Matériel Didactique en  
Environnement » (MADIE) au Québec ;  
les pays voisins du Burkina ; SOS Forêts  
en Côte d'Ivoire ; l'association Niger Nature ;  
l'Association Malienne pour la Conservation de  
la Faune et de son Environnement (AMCFE) au  
Mali ; Guinée Ecologie ; Les Amis de la Terre  
au Togo ; CERDE au Bénin ; Oceanium au  
Sénégal...



**② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?**

Nous serions prêts à organiser et animer une « fonction société civile de l'environnement » en Afrique de l'Ouest francophone et à la mettre en réseau avec des partenaires francophones des pays du Nord. Ce réseau permettrait des échanges d'outils d'éducation et de formation, des plaidoyers synchronisés sur des thèmes sensibles, des renforcements de moyens (voyages...)

**③ Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?**

Nous recherchons l'appui des organisations d'intégration régionale : l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ; nous recherchons aussi des contacts avec des agences de

financements publics comme l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), l'Agence Globale pour la Diversité Culturelle (AGDC), etc... ou privées (fondations de sociétés multinationales) pour soutenir des ateliers de concertation et de formulation d'un programme approprié, ainsi que le financement de ce programme. Nous cherchons également des contacts avec des réseaux environnementaux en France, au Canada, en Belgique, en Suisse.

**▶ COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :**

La création d'un tel « Réseau francophone de promotion du rôle de la société civile dans la gestion du développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre » serait un point stratégique important. NATURAMA est prête à porter un tel projet en partenariat avec les associations des pays francophones de la sous-région.



## PROPOSITION FAITE PAR

### FONDATION NICOLAS HULOT (FNH)

Membre du CNDD

### EDF ACCESS - ADEME

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une fondation : La Fondation Nicolas Hulot
  - une entreprise : EDF- ACCESS
  - une institution : l'ADEME
- (dans le cadre d'un partenariat public privé)

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Développement et valorisation des aires du patrimoine communautaire.

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Il s'agit d'un projet.

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Le développement des aires du patrimoine communautaire, concept développé depuis de longues années par la FNH et récemment adopté par l'UICN lors de son congrès de Durban, constitue le pivot de la collaboration entre les trois partenaires.

Concrètement, les populations locales font de la valorisation et de la protection de leur patrimoine naturel et/ou culturel un vecteur de développement économique.

L'un des premiers points d'application concrets de ce nouveau concept se situe au Sénégal oriental, dans le département de Kédougou, aux frontières du Sénégal, du Mali et de la Guinée. Le village de référence est Dindéfello, village situé à la frontière guinéenne. Son territoire comporte l'unique cascade du Sénégal, dans un environ-

nement naturel très préservé compte tenu de l'enclavement de la zone.

La cascade et sa galerie forestière ont été érigées en aire du patrimoine communautaire, à la demande de la communauté des villageois. Cette zone est devenue une source de revenu et de développement pour le village qui, en protégeant son patrimoine naturel et en installant des équipements d'accueil, peut recevoir des visiteurs qui sont guidés par les villageois et hébergés et nourris dans le campement construit par eux. Ce développement est accompagné de politiques locales de gestion des déchets comme de prévention maternelle et infantile, de lutte contre le paludisme et les parasitoses.

Il s'agit bien là d'une logique de protection du patrimoine naturel au service et au bénéfice des populations locales. Ce patrimoine est une source importante de revenu. Il est donc protégé à ce titre et ce, beaucoup mieux que s'il faisait l'objet d'une politique de conservation qui aurait exclu les villageois.

#### Le développement des aires du patrimoine communautaire

Les trois partenaires souhaitent développer cette approche conjointement et présenter cette démarche au Sommet de la francophonie en novembre 2004.

#### Les points d'application possibles :

L'implication des trois acteurs en Afrique de l'Ouest et plus particulièrement au Sénégal et au Mali les conduit à considérer comme intéressant de poursuivre ces développements dans ces deux pays.

I Une dizaine de sites a déjà été classée dans différentes régions du Sénégal (Régions de Dakar, Saint-Louis, Thiès, Fatick et Tambacounda)



Au Sénégal, deux zones sont retenues :

- les zones humides de la Région de Saint-Louis
- le département de Kédougou, dans la Région de Tambacounda.

Au Mali, la zone correspondant à la suite des contreforts du Fouta Jalon, notamment le couloir de migration des élans de Derby, entre Nafadji (Sénégal) et Faraba (Mali).

La Guinée pourrait être retenue, dans la zone du pourtour du massif du Tamgué, accessible depuis Bandafassi.

### Les principes d'action :

La mise en place d'une aire du patrimoine, qui constitue toujours le choix de la communauté locale et d'elle seule, est accompagnée de la mise en place de l'accès à des biens essentiels pour le développement économique local et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Tout d'abord l'énergie qui peut s'appliquer à la transformation des produits locaux, la mise en place de campements touristiques, la création d'activités artisanales (soudure, machines à coudre etc.).

Une gestion rationnelle des déchets peut également contribuer à la protection des sols par leur compostage et leur emploi comme amendement, ou pour développer des pépinières destinées à la lutte contre l'érosion.

Par ailleurs, les aires du patrimoine communautaire constituent la base de formations à la gestion de l'environnement villageois, à de nouvelles pratiques agricoles, ainsi qu'à la reviviscence du patrimoine culturel local.

Enfin, chaque nouveau classement procure l'opportunité de communications, tant à l'échelle régionale que nationale et internationale.

### L'information sur cette démarche :

L'intérêt de cette démarche, à la fois pour la protection de l'environnement et la lutte contre la pauvreté, doit conduire à une large

diffusion auprès des élus locaux et des décideurs politiques nationaux par l'intermédiaire de l'Association des Présidents de Région en France dont le Président a déjà témoigné son intérêt pour ce programme.

Afin d'appuyer la mise en oeuvre de cette information il est nécessaire de disposer de références opérationnelles validées avec la réalisation de deux outils qui seront mis à la disposition des différents responsables :

- une vidéo de courte durée fondée sur un projet de référence.
- une brochure expliquant la démarche et la méthodologie et donnant des références.

### 4 Menez-vous cette action, seul ?

Non

### Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Un partenariat public privé

- une fondation : La Fondation Nicolas Hulot
- une entreprise : EDF - ACCESS
- une institution : l'ADEME

### ▶ TRAVAIL EN RESEAU :

### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

### Si oui, combien et qui sont-ils ?

L'ADEME, la Fondation Nicolas Hulot et EDF-ACCESS considèrent que l'échéance de Ouagadougou doit les conduire à préparer des éléments de sensibilisation et d'information sur les actions de développement durable qu'ils conduisent en direction des pays du Sud et plus particulièrement des populations pauvres de ces pays.

Ils travaillent en outre avec le Programme des Nations Unies pour le Développement et des associations locales comme Education et Santé au Sénégal.



## PROPOSITION FAITE PAR

### **Générale des Etudes - International** **Proposé par le Conseil National pour l'Environnement** **et le Développement Durable du Burkina Faso**

#### ▶ IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### ① Vous appartenez à :

- une entreprise

##### ② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

17 experts et consultants et 7 salariés

#### ▶ OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### ① Thème d'intervention :

Environnement - Déchets industriels

##### ② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Il s'agit d'une étude en cours.

##### ③ Quel est votre projet ou action en cours ?

Etude sur l'impact des nouveaux déchets industriels sur l'environnement au Burkina Faso.

##### ④ Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Nous menons cette action seuls.

#### ▶ TRAVAIL EN RESEAU :

##### ① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

Non

##### ② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Mise en réseau de partenariat
- Concertation et échanges d'expériences
- Etudes et expertise

##### ③ Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

Nous recherchons plutôt des cabinets d'études et d'expertise, des agences de financement et des organisations de la société civile, spécialisés en environnement.

#### ▶ COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Notre cabinet, qui a été initié par des militants ayant décidé de mettre en commun leur expérience pour mener des études pertinentes sur des questions environnementales, a besoin pour perdurer de trouver des partenaires.



## PROPOSITION FAITE PAR

### **HELIO International** Acteur associé au CNDD

#### ► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### ① Vous appartenez à :

- une association loi 1901, ONG organisée en réseau d'acteurs du développement

##### ② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

Soixante experts français et internationaux, plus les correspondants du réseau

#### ► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### ① Thème d'intervention :

Lutte contre les changements climatiques et promotion d'un développement local viable à long terme

##### ② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Action déjà initiée.

##### ③ Quel est votre projet ou action en cours ?

###### Deux axes de travail :

- Renforcement des capacités d'analyse énergétique et de participation des PED (ministères, ONG, PMI-PME...) à la définition des politiques d'Eco-développement et de lutte contre les changements climatiques
- Renforcement des capacités et appui au montage et suivi de projets MDP (Mécanisme de développement propre)

#### Actions en Cours :

- Diffusion d'outils réalisés
  - Livret « Changements climatiques » : Equité et solidarité internationale (collectif d'ONG francophones, novembre 2003)
  - ensembles d'indicateurs de développement viable
- Séminaires de formation et monitoring des projets MDP de l'Initiative « South-SouthNorth ».

##### ④ Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Avec nos partenaires internationaux, notamment notre réseau d'Afrique du Sud et au sein du Réseau Action Climat France (RAC-France)

#### ► TRAVAIL EN RESEAU :

##### ① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Nous avons un pôle de correspondants dans plusieurs pays d'Afrique francophone. La plupart sont liés à des universités, agences ou ministères et ont participé à un atelier au Burkina Faso sur les indicateurs de développement viable, co-financé par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et l'Institut de l'énergie des pays francophones (IEPF).

Nous faisons partie ou travaillons avec plusieurs réseaux internationaux où se retrouvent les francophones : Climate Action Network européen et mondial, Bureau Européen de l'Environnement, INFORSE, ENDA, Global network of energy for sustainable development (GNESD), Global Reporting Initiative (GRI)



**② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?**

Séminaires de formation auprès d'acteurs de la coopération en France : collectivités territoriales, entreprises, ONG de développement

**③ Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?**

- Formation, diffusion et relais des outils par les directions des relations économiques extérieures du ministère français des Affaires étrangères (DREE) et ambassades
- Villes engagées dans des initiatives de coopération décentralisée sur l'énergie, la lutte contre les changements climatiques (adaptation et réduction des émissions).
- Communautés du Sud souhaitant s'engager dans des initiatives de terrain.



## PROPOSITION FAITE PAR

### **Pricewaterhouse Coopers Audit** Acteur associé au CNDD

#### ► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### ① Vous appartenez à :

- une entreprise

##### ② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

- Société en France : 1 661 salariés
- Réseau international : 125 000 salariés

#### ► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### ① Thème d'intervention :

- Evaluation des besoins d'investissement, stratégie de financement et gouvernance dans le domaine de l'eau dans trois pays du bassin du Niger.
- Ce projet s'inscrit dans la logique des Objectifs de Développement du Millénaire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

##### ② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Il s'agit d'un projet

##### ③ Quel est votre projet ou action en cours ?

Ce projet qui devait être financé par le Fonds de Soutien Prioritaire français à l'issue du G8 d'Evian, a été partiellement gelé. Nous sommes en contact avec l'Agence Française de Développement et la Banque Africaine de Développement pour des recherches de financement.

##### ④ Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Nous avons deux partenaires : UN Water (Nations unies) et Care France (ONG).

#### ► TRAVAIL EN RESEAU :

##### ① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Nous avons été contactés par l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie à Québec (l'IEPF) pour lequel nous sommes intervenus à Ouagadougou dans le cadre d'une conférence sur l'eau et l'économie en vue de la préparation du X<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie.

##### ② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Participer à des conférences et à des actions sur le terrain permettant de développer l'accès à l'eau.

##### ③ Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

Nous souhaiterions plutôt entrer en relation avec des acteurs institutionnels du secteur de l'eau (ministères, régions, municipalités...) afin de pouvoir définir des projets concrets, notamment au niveau des études socio-économiques et des enjeux financiers.

#### ► COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Nous sommes actuellement très impliqués en Roumanie et en Bulgarie, membres de l'espace francophone, et souhaiterions désormais suivre des projets en Afrique francophone.



## PROPOSITION FAITE PAR

### SILVA

Acteur associé au CNDD

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une association et réseau

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

Silva est une association d'environ 300 membres qui anime le RIAT (Réseau International des Arbres Tropicaux) qui réunit lui-même environ 5000 membres.

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

- LA FORET
- le RIAT est un réseau qui informe, qui forme et qui organise le dialogue sur la gestion et la préservation des forêts tropicales. Il publie régulièrement une revue « le flamboyant » et anime des ateliers thématiques en Afrique (ex : les produits forestiers non ligneux, le rôle des femmes dans la gestion forestière...)  
Il est soutenu financièrement par le ministère français des Affaires étrangères
- Silva est une association qui s'est essentiellement consacrée à la formation et à l'environnement (à l'école de la forêt).

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Action en cours depuis 15 ans.

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Faire connaître et discuter le contenu des grandes conventions internationales (biodiversité,

changements climatiques, désertification) dans les pays africains (plus particulièrement : Burkina Faso, Burundi, Bénin, Cameroun, Congo, Togo).

##### 4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

L'action est menée en collaboration avec les réseaux nationaux du RIAT, la FAO, l'UICN et est soutenue par un financement de l'UE

#### TRAVAIL EN RESEAU :

##### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Le RIAT rassemble près de 5000 membres et est organisé en réseaux nationaux dans plus de 6 pays (voir ci-dessus).

##### 2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Aider à consolider une entreprise actuellement menacée

##### 3 Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

Notre projet est de fédérer tous les moyens et les organismes qui sont capables de diffuser de l'information environnementale et/ou d'animer des débats (écoles, centres de documentation...).

#### COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Les financements sont actuellement gelés et cette situation est catastrophique pour des organisations fragiles et n'ayant que très peu de moyens pour supporter la crise.



## PROPOSITION FAITE PAR

### VEOLIA ENVIRONNEMENT

Membre du CNDD

et ses partenaires du réseau de coopération décentralisée

#### IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

##### 1 Vous appartenez à :

- une entreprise

##### 2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

249 000 salariés répartis dans 78 pays

#### OBJET DE L'ACTION DECRITE :

##### 1 Thème d'intervention :

Action de type II : partenariat public/privé pour développer les compétences des élus locaux dans la gestion des services publics urbains (mise en place d'un réseau mondial de centres d'expertises).

##### 2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Action conçue lors du Sommet de la Terre (2002) et en cours d'initiation.

Un centre d'expertise et de compétences aux métiers urbains fonctionne à Ouagadougou (Burkina Faso) depuis 1 an.

Deux sessions ont eu lieu : gestion des déchets et accès à l'eau. (60 participants, méthode par étude de cas, serveur-Internet pour diffuser les bonnes pratiques, grille de progrès adoptée par chaque participant à l'issue de l'atelier).

##### 3 Quel est votre projet ou action en cours ?

- Continuer à participer aux sessions en apportant une expertise, objectif : 4 sessions par an.

- Cible : élus et directeurs des services publics locaux d'Afrique francophone.
- Centre analogue pour l'Afrique anglophone en prévision à Durban - Afrique du Sud, inauguration le 4 octobre 2004.

##### 4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

- Opération pilotée par l'UNITAR (Institut des Nations unies pour la formation et la recherche) avec l'aide du PNUD et de Habitat I.
- Autres partenaires : CGLU, associations régionales de villes, une ONG (Global ecovillage) et le « Grand Lyon. »
- Soutien du ministère des Affaires étrangères français (direction du développement et de la coopération technique-bureau du développement local et urbain)
- Partenaires privés : Total, Dexia,

#### TRAVAIL EN RESEAU :

##### 1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

- Ouagadougou, ville hôte (son maire) assure le fonctionnement logistique du centre .
- Les participants aux sessions constituent progressivement un réseau prêt à mettre en œuvre les bonnes pratiques et à poursuivre les échanges entre eux au-delà des sessions.

##### 2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Cette action est structurante, elle prend place à côté d'autres initiatives (Maroc, Niger, Tchad) dont la thématique générale



porte sur les modalités d'un meilleur accès aux services essentiels.

- La politique de Veolia Environnement consiste à s'investir sur des actions qui font sens, sur le moyen terme, avec des objectifs, des partenariats stables (par convention) et des mécanismes sérieux de suivi et d'évaluation.

### ③ **Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?**

Les réseaux existants ayant une expérience pratique d'opérations menées sur le terrain et répondant aux critères ci-dessus peuvent s'agréger au dispositif et apporter leur contribution (en compétences et en ressources financières)

#### ▶ **COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :**

L'opération décrite ici dans la communauté africaine francophone est un élément d'un réseau plus vaste de coopération décentralisée Sud-Sud. Des centres analogues fonctionnent à Curitiba au Brésil, Kuala-Lumpur en Malaisie, Plock en Pologne et Durban en Afrique du Sud pour la gestion des services publics urbains.

Veolia a été sélectionnée pour présenter la démarche comme illustrative de son engagement dans le Global Compact, au forum de Bello-Horizonte en décembre 2003.

La méthodologie et l'ingénierie du dispositif sont transférables.